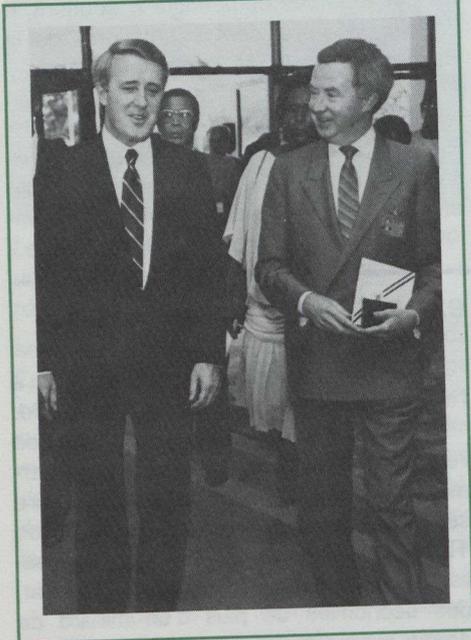


Rôle du premier ministre Mulroney à Nassau et New York

Le premier ministre Brian Mulroney a effectué récemment un voyage de douze jours qui l'a conduit à Nassau pour un sommet des pays membres du Commonwealth puis à New York, où il a participé aux cérémonies qui ont marqué le 40^e anniversaire de fondation des Nations unies. Les faits suivants ont marqué son voyage :

- représentation du Canada à la réunion des chefs d'État du Commonwealth à Nassau,



M. Brian Mulroney (à gauche) et M. Joe Clark ont participé, à Nassau, au sommet des pays membres du Commonwealth.

- premier discours présenté durant l'Assemblée générale des Nations unies,
- rencontre des chefs d'État des nations industrialisées de l'ouest en prévision du sommet Reagan-Gorbatchev, les 19 et 20 novembre à Genève et,
- tenue d'une série de rencontres bilatérales avec des leaders de la communauté internationale, tant à Nassau qu'à New York.

Le premier ministre Mulroney s'est déclaré satisfait des résultats de la conférence du Commonwealth.

Au sujet de l'accord minimum, auquel sont parvenus les chefs d'État présents au sujet des sanctions contre l'Afrique du Sud, M. Mulroney a estimé qu'il fallait montrer à tous les Sud-Africains que le monde ne tolérera pas plus longtemps l'*apartheid* et qu'un changement doit intervenir rapidement.

Le Canada est apparu comme l'un des principaux artisans du consensus entre la Grande-Bretagne, initialement opposée à toute sanction économique contre l'Afrique du Sud, et les autres États du Commonwealth, sur les mesures à prendre pour favori-

ser le démantèlement du régime d'*apartheid* de Pretoria. L'accord prévoit des sanctions économiques limitées, notamment l'arrêt de tout nouveau prêt à l'Afrique du Sud et la fin des subventions aux missions commerciales dans ce même pays.

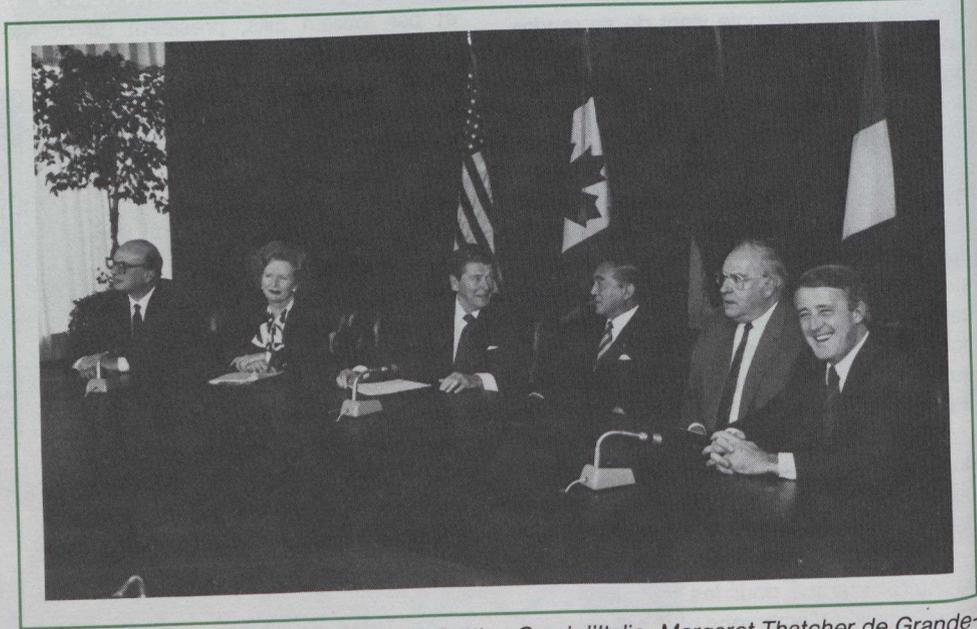
À l'instigation de M. Mulroney, le Commonwealth mettra également sur pied un comité formé de personnalités éminentes, incluant peut-être l'ex-premier ministre Pierre Trudeau, pour encourager les pourparlers entre Pretoria et la majorité noire en vue de mettre fin à l'*apartheid*.

La conférence du Commonwealth s'est également penchée sur les problèmes politiques et économiques des petits pays, sur l'économie mondiale et sur l'accroissement de la coopération entre les États membres du Commonwealth.

Selon M. Mulroney, la conférence s'est rapprochée d'un consensus sur la nécessité d'une prochaine série de négociations commerciales multilatérales.

Le Canada a aussi augmenté de 50 millions de dollars sa contribution des trois prochaines années au fonds pour la coopération technique entre les 49 États membres du Commonwealth.

La conférence a par ailleurs émis une déclaration d'appui aux Nations unies, affirmant qu'il s'agit d'un organisme essentiel à la paix mondiale. M. Mulroney a fait savoir que le Canada accueillera la prochaine conférence, en 1987, des pays du Commonwealth, soit à Ottawa, soit à Vancouver.



Les chefs d'État (dans l'ordre habituel) Bettino Craxi d'Italie, Margaret Thatcher de Grande-Bretagne, Ronald Reagan des États-Unis, Yasuhiro Nakasone du Japon, Helmut Kohl d'Allemagne fédérale et Brian Mulroney du Canada se sont rencontrés à New York où ils ont discuté de réductions des arsenaux nucléaires et de désarmement.

Le premier ministre canadien s'est ensuite rendu à New York où il a rencontré, les 23 et 24 octobre, le président Reagan et plusieurs des alliés occidentaux du Canada en vue du sommet des superpuissances qui doit avoir lieu en novembre, et pris part aux cérémonies marquant le 40^e anniversaire de l'ONU.

Lors du débat commémoratif du 40^e anniversaire des Nations unies, le chef du gouvernement canadien a indiqué à la communauté internationale que le Canada aura recours à des sanctions totales et n'hésitera pas à rompre ses relations diplomatiques si aucun progrès ne survient dans le démantèlement de l'*apartheid*.

Dans un texte d'une haute tenue, le premier ministre avait choisi de faire du respect des droits de la personne le cœur de son intervention. Celle-ci devait lui permettre par ailleurs de renouveler l'adhésion ferme du Canada à la Charte des Nations unies et d'aborder les questions du terrorisme international, du développement économique et social et du désarmement.

Le Canada ne veut pas punir mais hâter un changement pacifique et la réconciliation en Afrique du Sud. Pour cela, il n'y a pas d'autre voie que celle du dialogue, a soutenu le premier ministre. Selon lui, cela ne sera possible que si on rejette l'*apartheid* et accepte la participation entière et égale de tous les Sud-Africains au gouvernement de leur pays. « Si cette solution n'est pas acceptée, le recours aux sanctions sera sûrement intensifié, » a déclaré M. Mulroney.

Le premier ministre a réassuré la foi du Canada dans les Nations unies. « La coopération internationale est bien plus qu'une simple